Brussels,15 Septembre 2026

À l'attention de Mme von der Leyen,

Présidente de la Commission européenne

Par courriel : Ursula.VON-DER-LEYEN(at)ec.europa.eu

Objet : cadre financier pluriannuel 2028-2034

Madame la Présidente de la Commission européenne,

J'ai pris connaissance des propositions de la Commission, responsable de l'exécution budgétaire et de la gestion des programmes, pour l'encadrement des budgets de 2028 à 2034. J'ai également pris connaissance du rapport intérimaire du Parlement européen voté en plénière le 29 avril dernier sur ces propositions. Ce rapport constitue à l'heure actuelle la seule vision détaillée et chiffrée disponible de l'avenir des moyens qui seront alloués pour l'action européenne au niveau de l'Union, et de sa valeur ajoutée lorsqu'elle est plus efficace que les moyens alloués par les budgets nationaux.

Mais d'après les traités actuels, ce sont bien les États membres qui décideront in fine à l'unanimité, après avis conforme par le Parlement européen, de ce budget pluriannuel. Bien que les discussions lors du récent Conseil européen du 19 juin aient pu examiner une boite de négociation présentée par la Présidence chypriote, le Conseil est encore en butte à des rivalités fortes entre États membres, bien que tous estiment devoir trouver un accord d'ici fin 2026.

Pour ma part, je partage les priorités mentionnées dans le rapport du Parlement, que ce soit celles relatives à la politique agricole et à la pêche, à la cohésion régionale et sociale, ainsi qu'à la protection civile et à la sécurité, ou celles visant à améliorer la compétitivité de l'Europe par la recherche, son rôle dans les transitions digitales et environnementales, la protection de nos frontières, les réseaux transeuropéens, mais aussi celles dictée par les nouveaux défis géopolitiques : l'agression de l'Ukraine, par la Russie et la menace de son extension ultérieure, le retrait progressif de notre continent de la part des États-Unis d'Amérique ou le rôle toujours plus influent de la Chine dans le monde et sur notre continent. D'où la nécessité de changer notre position traditionnelle, et de prendre en main notre souveraineté, en accroissant notre défense, y compris dans l'espace.

Union of European Federalists
Square de Meeûs 25– B-1000 Brussels
T: (32) 491.52 .40. 97 – E: secretariat@federalists.eu – W: www.federalists.eu

Les modalités visant à accroître la transparence de l'utilisation des fonds (2000 milliards d'euros à prix courants), l'association des citoyens aux processus d'identification des priorités, ainsi que les priorités cherchant à renforcer le rôle de notre Europe dans le monde, région par région et singulièrement en Ukraine, me semblent aussi nécessaires que soulignées par le rapport du Parlement européen qui réclame à juste titre une association plus étroite dans la définition de notre cadre financier futur.

Toutes ces dépenses doivent évidemment trouver des sources de financement, de nouvelles ressources, en plus de celles qui existent mais qui peuvent être augmentées, budgétaires ou extra-budgétaires, par un recours plus fréquent aux emprunts communs et aux prêts de la Banque européenne d'investissement, levier indispensable pour mobiliser les fonds privés.

Le budget pluriannuel 2021-2027 a montré ses limites et a dû être révisé plusieurs fois. L'introduction de multiples réserves et d'autres moyens de flexibilité pour 2028 à 2034 est une première parade, mais elle s'avèrera sans doute aussi insuffisante que dans la période qui se terminera l'année prochaine.

Car si l'on veut que tous ces défis soient durablement relevés, mon sentiment et qu'il faut changer de braquet. La limite actuelle de 1,27 % du PIB européen à laquelle se réfère le Parlement n'est nullement ambitieuse et mettra l'Europe en difficulté très rapidement.

En tant que citoyen européen et fédéraliste, convaincu que ce n'est qu'ensemble que nous pourrons affronter tous ces défis, j'estime qu'il faut aller bien au-delà de cette limite, semblable à celle imposée par les États membres depuis quelques décennies.

Combien alors faut-il prévoir pour l'avenir ? C'est le moment de convoquer plusieurs réflexions nouvelles, ne pas hésiter à revendiquer un changement des traités, comme réclamé par le Parlement Européen, et par bien des citoyens, en demandant qu'une convention nouvelle, soit convoquée, appel auquel les États membres restent sourds pour l'instant. Si nécessaire quelques États membres, plutôt que tous, peuvent lancer cette initiative. Comme cela s'est fait pour l'euro ou pour Schengen.

Il faut se demander ce qu'auraient fait les pères de l'Europe s'ils avaient été confrontés aux défis actuels.

Il m'apparait qu'il appartient, Mme la Présidente, à la Commission européenne de réunir les États membres volontaires, prêts à changer complètement la donne.

Union of European Federalists
Square de Meeûs 25– B-1000 Brussels
T: (32) 491.52 .40. 97 – E: secretariat@federalists.eu – W: www.federalists.eu

Je souhaiterais savoir quelles sont vos intentions pour relancer ainsi la construction européenne.

Fait à Bruxelles, le 15 Septembre 2026



Domènec Ruiz Devesa

Président de l'Union des Fédéralistes Européens
Membre du Parlement européen 2019-2024
Membre du Comité d'Action

à l'initiative de

Catherine Vielledent

Secrétaire Générale du Groupe UEF Europe

Union of European Federalists
Square de Meeûs 25– B-1000 Brussels
T: (32) 491.52 .40. 97 – E: secretariat@federalists.eu – W: www.federalists.eu